



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 3 – 2 OCTOBRE 2015

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
  - AGENDA
  - VISITES BILATERALES

COOPERATION  
FRANCO-  
IVOIRIENNE  
DANS LE  
DOMAINE DU  
NUMERIQUE

REFORME DE LA  
LOI SUR LES  
MARCHES PUBLICS  
EN ANGOLA

INAUGURATION DU  
BARRAGE DE  
KALETA EN  
GUINEE

ATELIER  
D'INFORMATIONS A  
PARIS  
« COMORES,  
MADAGASCAR,  
MAURICE ET  
SEYCHELLES »

DELEGATION  
MEDEF CONDUITE  
PAR PIERRE  
GATTAZ AU  
NIGERIA

PERSPECTIVES  
POUR LES  
ENERGIES  
RENOUVELABLES  
AU NIGERIA

MAURICE :  
ARRIVEE  
PROCHAINE DE  
TURKISH AIRLINES

ENTREE  
PROCHAINE DE  
SCOR SUR LE  
MARCHÉ KENYAN  
DE LA  
REASSURANCE

MISE EN SERVICE  
DU CHEMIN DE FER  
ETHIO-  
DJIBOUTIEN :  
JANVIER 2016



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ **Priorité routes pour la BOAD dans l'UEMOA**

Le conseil d'administration de la Banque ouest africaine de développement (BOAD), qui s'est tenu à Dakar le 26 septembre, a validé les recommandations issues de l'atelier des 7 et 8 septembre derniers sur la situation de l'entretien routier dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Au 30 juin 2015, le montant des interventions de la BOAD dans le secteur routier s'élevait à 1 285 Mds FCFA (soit 1,96 Md EUR), soit 37,7% de ses concours globaux (3 405 Mds FCFA). Ces financements ont permis l'entretien de 4 475 km de routes. Le président de la BOAD a insisté toutefois sur la détérioration rapide du réseau routier et l'insuffisance des financements publics pour son entretien.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Le siège de l'Organisation internationale du cacao va s'installer à Abidjan**

Alors que cela n'avait pu avoir lieu en raison de la crise ivoirienne, le siège de l'Organisation internationale du cacao (ICCO) devrait être finalement délocalisé à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2015 de Londres à Abidjan. Le processus de transfert devrait durer 18 mois pour s'achever en mars 2017. L'ICCO coordonne les intérêts des pays producteurs et ceux des pays consommateurs. Elle œuvre aussi pour que l'économie cacaoyère respecte les normes sociales et environnementales.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **La visite d'Axelle Lemaire en Côte d'Ivoire relance la coopération franco-ivoirienne dans le numérique**

Axelle Lemaire, secrétaire d'Etat au numérique, s'est déplacée en Côte d'Ivoire du 9 au 12 septembre 2015. Elle était accompagnée de cinq chefs d'entreprises françaises. Cette visite a permis de resserrer les liens entre la Côte d'Ivoire et la France dans le secteur du numérique. La secrétaire d'Etat a pu noter l'important potentiel de marché du pays, mais aussi les défis qu'il doit affronter dans le domaine du numérique. Quatre grands enjeux de coopération ont ainsi pu être identifiés : la formation des jeunes, le développement des infrastructures et réseaux télécom, le renforcement du cadre réglementaire et la numérisation de secteurs prioritaires (éducation, santé, agriculture, ou plus généralement l'action de l'Etat).

✉ [caroline.richard@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.richard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Afrique de l'Ouest : lutte contre les mouches des fruits**

La CEDEAO a organisé les 21 et 22 septembre 2015 à Abuja, la première réunion du Comité de pilotage du programme régional de lutte et de contrôle des mouches des fruits en Afrique de l'Ouest, cofinancé par l'UE, l'AFD, la CEDEAO et ses Etats-membres, pour un budget total de 23,5 M EUR. Cette rencontre a été l'occasion pour l'équipe en charge de la coordination, basée à Bamako, de présenter au Comité l'état d'avancement du programme qui a démarré il y a un an. Les discussions ont ensuite porté sur la planification des activités pour l'année 2015-2016. A la fin des échanges, le Comité a félicité l'équipe de coordination pour le travail réalisé, et présenté des recommandations pour la suite du programme.

✉ [neyrag@afd.fr](mailto:neyrag@afd.fr)

### ▼ **Le Président nigérian affirme vouloir lutter contre le réchauffement climatique**

A l'occasion du « Summit on Climate Change », qui s'est déroulé à New York le 27 septembre 2015, le président Buhari a indiqué que la position du Nigéria en vue de la COP21 reflèterait le consensus africain, sans toutefois chiffrer d'objectifs réels en termes de réduction d'émission de gaz à effet de serre. Le pays subit les conséquences directes de ces dérèglements climatiques (montées des eaux, désertification, accélération de l'érosion, fortes variations des températures,...). Le Président Buhari souhaite que la COP21 aboutisse à un accord international rigoureux, permettant aux pays émergents de se doter d'une stratégie économique et technologique intégrant les possibles impacts environnementaux.

### ▼ **Atelier d'information de Business France sur Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles**

Le 13 octobre 2015, Business France organise à son siège parisien un atelier d'information sur quatre pays africains ayant de nombreux points communs : les îles et archipels des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles. Ces pays, qui feront l'objet d'une présentation globale pour la première fois, reçoivent au total plus d'1 Md EUR d'exportations françaises, sont frontaliers avec Mayotte et l'île de la Réunion et sont francophones. Un nombre important de compatriotes y vit. Plusieurs hommes d'affaires français installés dans ces pays partageront leur expérience au cours de cet atelier.

✉ [jacques.torregrossa@businessfrance.fr](mailto:jacques.torregrossa@businessfrance.fr)

### ▼ **Congo-RDC : suppression du visa court séjour entre Brazzaville et Kinshasa**

Les autorités des deux États sont convenues de la reprise des activités commerciales entre leurs deux capitales d'ici à la fin du mois de décembre 2015. Pour cela, les deux parties ont, tenant compte de la convention sur la circulation et l'établissement des personnes et des biens entre la RDC et le Congo signée à Kinshasa le 3 juin 2014, validé l'exonération des personnes vivant le long des frontières (dans un périmètre de 50 km) de toute formalité de visa. Toutefois, cette exonération n'est valable que pour un séjour de 3 jours, le visa étant toujours obligatoire pour une durée supérieure.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Côte d'Ivoire : mission du FMI

Une mission du FMI a séjourné à Abidjan du 9 au 25 septembre 2015, dans le cadre de la huitième et dernière revue du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit. Au terme de ses travaux, la mission a fait état de la consolidation du cadre macro-économique et d'une mise en œuvre satisfaisante des réformes structurelles prévues au programme. Les estimations de croissance pour 2015 ont été revues à la hausse, à 8,4%, niveau prévu également pour l'année 2016. L'approbation de cette revue au Conseil d'administration du FMI se traduira par un décaissement de 68,45 M EUR. Un nouveau programme devrait être négocié l'an prochain.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : la Chine soutient la reconstruction économique

Le président Xi Jinping a annoncé le soutien de la Chine à la reconstruction de la Sierra Léone, fortement touchée par l'épidémie Ebola en 2014-2015, avec des impacts économiques et sociaux importants. La coopération entre les deux pays porterait à la fois sur le secteur médical (prévention, contrôle, traitement) et plus largement sur les infrastructures du pays, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le président sierra-léonais Enerst Bai Koroma a fait part de sa profonde reconnaissance quant aux actions chinoises visant à la reconstruction et au développement de son pays. En 2016, les deux pays célèbreront le 45<sup>ème</sup> anniversaire de leurs relations diplomatiques.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burundi : hausse de 61% des recettes d'exportation de thé, à 15,8 M EUR

Selon l'Office du thé du Burundi (OTB), société publique sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'élevage, les recettes d'exportation de thé se sont établies à 15,8 M EUR au premier semestre 2015, contre 9,8 M EUR l'année précédente. Cette augmentation de 61% est liée à la hausse des volumes vendus (626 tonnes au premier semestre 2014 contre 523 tonnes en 2015) et à un cours plus favorable. Le thé était, en 2014, la deuxième source de recettes d'exportation (19 M EUR), après le café (42 M EUR).

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : révision à la baisse de 0,5% des taux de croissance en 2015 et 2016

Confronté à un dilemme entre la lutte contre les pressions inflationnistes de moyen terme et le soutien à une croissance pénalisée par l'atonie de la consommation intérieure et la persistance de contraintes d'offre, le comité de politique monétaire de la South African Reserve Bank (SARB) a laissé inchangé son taux directeur à 6 %. La Banque centrale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2015 et 2016, respectivement à 1,5 % et 1,6 % contre 2,0 % et 2,1 % précédemment, relevant en particulier l'instabilité financière accrue liée aux difficultés de la Chine, à la faiblesse des prix des produits de base et au renforcement du dollar US.

✉ [gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr](mailto:gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : dégradation par l'agence Fitch de la notation souveraine de BB- à B+ assortie d'une perspective stable**

Fitch a dégradé d'un cran la note souveraine de l'Angola de BB- à B+, justifiant sa décision par la faiblesse de la croissance (3% selon elle en 2015) pénalisée par la faiblesse des cours du pétrole. En dépit de la forte réduction des dépenses, les finances publiques sont fragilisées, l'exploitation du pétrole générant plus de 80% des revenus budgétaires. Selon Fitch, la dette publique est attendue à 40% du PIB en 2015 contre 23,1% en 2013. Le déficit budgétaire se double d'un déficit courant estimé à 7,7% du PIB. L'agence a assorti sa note d'une perspective stable, relevant en particulier l'intérêt des deux récentes dévaluations et du programme de retrait des subventions aux carburants.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Swaziland : vers un creusement du déficit public et des difficultés accrues en matière de financement**

Le Swaziland va devoir reverser 1 Md ZAR (près de 73 M USD) à l'Union douanière d'Afrique australe (Southern African Customs Union, SACU) en raison d'une surestimation par cette dernière des recettes perçues au titre de l'année 2014/15. Le ministre des Finances a estimé que les recettes perçues par son pays au titre de son appartenance à la SACU devraient baisser de 6,9 Mds ZAR en 2015/16 à 4,5 Mds ZAR en 2016/17, du fait de la faiblesse de l'activité en Afrique du Sud. Compte tenu du poids des recettes issues de la SACU au sein du budget (près de la moitié des recettes totales), le déficit public du pays devrait se creuser pour atteindre environ 3 % du PIB contre 1,5 % en 2014/15.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr.

▼ **Gabon : légère sursouscription de l'emprunt obligataire de 80 Mds XFA**

Les souscriptions liées à l'émission, par l'Etat du Gabon, d'un emprunt obligataire de 80 Mds FCFA (122 M EUR) au taux de 6% net pour une maturité de cinq ans ont dépassé les 84 Mds (128 M EUR). L'émetteur, l'Etat gabonais, souhaite conserver la totalité des fonds ainsi collectés en attendant le feu vert de l'autorité de régulation du marché financier de l'Afrique centrale.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : une mission du FMI donne acte du maintien de la croissance mais souligne la progression de l'endettement**

Une mission du FMI a séjourné au Cameroun du 14 au 24 septembre 2015 pour les consultations 2015 au titre de l'article IV. Le FMI relève que le taux de croissance du PIB camerounais s'est établi à 5,9% en 2014 et serait du même ordre en 2015. Il s'agit d'une performance appréciable, compte tenu du contexte économique mondial et de la situation sécuritaire nationale. Selon la mission, les autorités camerounaises devraient porter une attention particulière à la situation budgétaire qui se dégrade avec des prévisions du déficit budgétaire à 5% du PIB en 2015. A moyen terme, le rythme de croissance de l'endettement constitue une forte préoccupation. Le ratio dette publique / PIB, qui était de 25% en 2014, pourrait atteindre 45% dans 5 ans.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Libéria : adoption d'une loi sur l'électricité controversée

Le Sénat a adopté le 17 septembre 2015 une loi libéralisant le secteur de l'électricité en séparant et ouvrant à la concurrence les activités de production, transport, distribution et vente. Cependant la loi prévoit que la Liberia Electricity Corporation, qui détient depuis 1973 un monopole de fait sur ces activités, soit - à titre transitoire - automatiquement autorisée à continuer de les exercer. De plus, les fonctions de régulateur seront provisoirement confiées au ministère en charge de l'énergie pendant une période de deux ans, durant laquelle les membres de la commission de régulation devront être formés.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

### ▼ Angola : projet de réforme de la loi sur les marchés publics

Un projet de nouvelle loi sur la passation des marchés publics a été présenté en conseil des ministres le 23 septembre 2015. Ce projet vise à assurer l'application des bonnes pratiques internationales et des principes d'égalité, libre concurrence, transparence et efficacité. Il élargit le champ d'application des procédures applicables aux commandes publiques. Il prévoit la création d'un régime de contrats cadre. Cependant, la procédure d'appel d'offres ne serait plus applicable par défaut et les marchés de services de consultants ne seraient plus passés selon des procédures spécifiques, privilégiant l'expérience et l'expertise et non le prix, mais selon celles appliquées à tous les services.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

### ▼ Sénégal : nouveau code minier pour fin 2015

Adopté à la faveur d'une loi de 2003, le code minier sénégalais doit faire l'objet d'une importante réforme visant à en corriger « l'orientation, un peu trop incitative », ainsi que l'exprime l'avant-projet de loi du 20 janvier 2015. Entre autres mesures, figurent l'insertion de clauses « *use it or lose it* » qui sanctionnent notamment une « inactivité persistante, activité sans rapport avec l'effort financier défini dans la convention minière et ses avenants éventuels », ou encore l'institution d'un fonds d'appui au secteur minier. Interrogé il y a deux semaines sur le calendrier de l'entrée en vigueur de ce code révisé, le ministre sénégalais de l'Industrie et des mines, Aly Ngouille Ndiaye, en a annoncé l'adoption pour la fin de l'année 2015.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

### ▼ Nigéria : gain de 3 places au classement de la compétitivité globale réalisé par le Forum économique mondial

Le Nigéria se situe au 124<sup>ème</sup> rang mondial sur un total de 140 pays. La révision du PIB qui a eu lieu en 2014 se traduit par une révision à la hausse de la taille du marché, au 25<sup>ème</sup> rang mondial, soit une progression de 8 places. La qualité des institutions s'est améliorée de 5 places, mais reste faible globalement. Selon le rapport, les priorités pour le Nigéria devraient être l'investissement dans les infrastructures (133<sup>ème</sup> rang mondial) mais aussi dans le capital humain, le faible niveau de santé de la main d'œuvre (134<sup>ème</sup> rang) et l'éducation secondaire inefficace (128<sup>ème</sup> rang) étant retenues comme des limites au potentiel du pays.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Côte d'Ivoire : projet d'adduction d'eau potable de Gagnoa, financé par le Trésor français

En visite dans la région centre-ouest du pays, le Président Alassane Ouattara a posé la première pierre du projet d'adduction d'eau potable à Sinfra/Gagnoa. La région connaît des déficits pouvant atteindre 60% de la demande en eau. Le projet comprend la construction (i) d'une station de pompage et de traitement d'eau potable sur le fleuve Bandama et (ii) d'un réseau de canalisations en fonte jusqu'à la ville de Gagnoa, sur une longueur totale de 120 km. Le projet est financé par un prêt concessionnel du Trésor de 52 MEUR.

✉ [caroline.richard@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.richard@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : mise en service du chemin de fer Ethio-Djiboutien prévue pour janvier 2016

Démarrée en 2011, la ligne ferroviaire reliant le port de Djibouti à la capitale éthiopienne Addis Abeba devrait être opérationnelle en janvier 2016. Exim Bank of China, China Development Bank et Industrial & Commercial Bank of China ont assuré le financement de ce projet de 4 Mds USD (3,5 Mds EUR). Les travaux ont été réalisés par China Railway Engineering Corporation et China Civil Engineering Construction. Alors que 90% des importations éthiopiennes transitent par Djibouti, la mise en service de cette liaison ferroviaire permettra d'accélérer l'intégration économique entre les deux pays.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : la poste se dote d'un schéma directeur de modernisation

Le schéma directeur 2016-2017 de réhabilitation et de modernisation de la poste angolaise, approuvé en conseil des ministres le 23 septembre 2015, a pour objectif de remettre en activité l'ensemble des bureaux de poste du pays en les dotant de technologies modernes permettant d'offrir, à côté des services traditionnels, l'accès aux services numériques. L'exécutif compte sur des investisseurs privés (PPP) pour une transformation rapide des bureaux en plateformes logistiques modernes et rentables. La poste française pourrait en assurer l'ingénierie. A cet effet, une délégation de Correios de Angola s'est rendue à Paris du 27 au 29 septembre pour des discussions sur un accord de coopération.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : accord sur la prolongation de la stratégie d'assistance de la Banque mondiale

La RDC et la Banque mondiale se sont accordées pour proroger jusqu'à fin 2017 la stratégie d'assistance pays 2013-2016. Les deux partenaires sont convenus qu'à ce stade les résultats des projets restaient très moyens, en notant toutefois que 7 indicateurs d'évaluation de la stratégie sur 14 témoignaient de progrès. Il est ainsi relevé que les indicateurs concernant l'amélioration de l'efficacité de l'Etat et de la bonne gouvernance, la promotion de la compétitivité, l'amélioration de la fourniture des services sociaux et le développement humain sont plutôt favorables.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée-Equatoriale : le président Obiang annonce de nouveaux marchés pour plus de 100 Mds FCFA dans le BTP**

Le Président Obiang a réuni un panel de sociétés chinoises et équato-guinéennes du secteur de la construction afin de présenter un ensemble de nouveaux projets d'infrastructures. Ces projets seront mis en œuvre dans les 50 nouveaux districts urbains créés en juillet dernier. Pour un montant total avoisinant les 100 milliards FCFA (152 M EUR), ces nouveaux districts bénéficieront de travaux d'électrification des rues et de canalisation, ainsi que de constructions d'écoles, de logements sociaux et de bâtiments administratifs. Ces ouvrages à vocation sociale ont pour but d'améliorer le niveau de vie des régions les moins peuplées du pays, afin d'endiguer le phénomène d'exode rural.

✉ [chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr](mailto:chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Congo : un aéroport international sera construit à Nkayi (250 km de Brazzaville)**

Les offres relatives à la transformation de l'aérodrome de Nkayi en aéroport international ont été ouvertes le 25 septembre 2015. 8 sociétés ont soumissionné pour la construction du terminal, pour des montants allant de 1,5 Md à 2,7 Mds FCFA (2,3 à 4,1 M EUR) et des durées d'exécution allant de 7 à 10 mois. Pour les travaux d'aménagement et de bitumage des pistes, 5 entreprises ont soumissionné pour des montants allant de 17,4 à 31,4 Mds FCFA (26,5 à 47,9 M EUR) et des durées d'exécution allant de 8 à 11 mois.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)



## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Céréalis exporte un million de tonnes de céréales vers l'Afrique et le Moyen-Orient

La maison de négoce française Céréalis, spécialisée dans le commerce de céréales en direction de l'Afrique a dépassé le million de tonnes exportées. Les céréales constituent le seul secteur dans lequel la France a vu ses parts de marché augmenter en Afrique sur la dernière décennie : de 10 à 15% entre 2002 et 2013 selon la Cnuced. L'entreprise, créée en 1995 par Rémi Depoix, a multiplié ses exportations par quatre en deux décennies et est désormais présente dans 20 pays de la région. Le négociant français ambitionne de doubler ses exportations d'ici à dix ans en continuant de fournir des moulins privés indépendants d'Afrique de l'Ouest, en transitant notamment par les ports de Dakar, d'Abidjan et de Douala.

✉ [nt@35nord.com](mailto:nt@35nord.com)

#### ▼ La Chine renforce ses investissements dans l'agriculture nigériane

A l'occasion de la rencontre entre l'ambassadeur de Chine au Nigéria et le *Permanent Secretary* du ministère de l'Agriculture et du développement rural, le Nigéria s'est déclaré ouvert à l'arrivée de nouveaux investisseurs chinois dans le cadre de la poursuite de l'ATA (Agricultural Transformation Agenda), permettant la modernisation et l'industrialisation de son agriculture. Les principaux secteurs identifiés sont l'élevage bovin et la filière avicole. L'idée d'une plateforme officielle mettant en relation les exploitations agricoles commerciales nigérianes et les entreprises chinoises a été évoquée.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Nigéria et Afrique du sud : investissements croisés dans l'agro-industrie

L'entreprise Nampak, numéro un de la mise en bouteilles en Afrique du Sud, a récemment annoncé des investissements dans de nouvelles unités de production au Nigéria et en Ethiopie, les deux pays les plus peuplés du continent. Les investissements s'élèveraient respectivement à 100 M USD et 68 M USD. Une semaine plus tard, l'embouteilleur nigérian GZ Industries Ltd annonçait un investissement de 71 M USD dans une usine d'embouteillage en Afrique du Sud. Ce qui placerait GZ industries en 2ème position sur le marché sud-africain après Nampak.

✉ [pierre.decoussy@businessfrance.fr](mailto:pierre.decoussy@businessfrance.fr)

#### ▼ Ghana: cinq légumes interdits à l'exportation vers l'Union Européenne

Le comité de la santé et de la flore de l'Union européenne a décidé l'interdiction temporaire d'importation de 5 légumes ghanéens (piment, aubergine, concombre africain, luffa, courge). Cette interdiction fait suite à un audit conduit par les services de l'UE révélant la présence d'organismes nocifs dans les légumes concernés. L'ambassadeur de l'U.E. au Ghana a déclaré que l'interdiction provisoire courait jusqu'à décembre 2016, et que la Commission se prononcerait sur le sujet dans les semaines à venir. Le ministère de l'Agriculture ghanéen a confirmé la présence d'insectes nuisibles dans certains légumes et annoncé un renforcement des contrôles dans la chaîne de production.

✉ [florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr](mailto:florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Réouverture des exportations de viande bovine vers l'Afrique du Sud

Après 5 ans de négociations, les autorités sud-africaines viennent de donner leur accord à la levée de l'embargo qui touchait la viande bovine française désossée et les abats, suite à la crise de l'ESB. Chaque année, l'Afrique du Sud importe en moyenne entre 30 000 et 50 000 tonnes de viande bovine. Après une hausse régulière de 1,2% par an de la consommation de viande bovine au cours des 10 dernières années, les perspectives de consommation demeurent favorables avec une hausse attendue de 28 % d'ici 10 ans. En parallèle, les négociations se poursuivent pour permettre, le plus rapidement possible, la réouverture du marché sud-africain pour la viande bovine non désossée.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : appel d'offres pour la réalisation d'une étude du développement agricole intégré de la province de Cabinda

Le gouvernement angolais vient de lancer un appel d'offres pour une étude sur le développement agricole dans la province de Cabinda, au nord du pays, qui portera notamment sur les infrastructures rurales, les ressources hydro-agricoles, le développement de l'irrigation et de l'aquaculture, la gestion de la sylviculture, les pêches en eaux intérieures, l'élevage, la promotion de l'horticulture et de l'apiculture, les institutions rurales, les coopératives agricoles, les institutions de microfinance, les marchés ruraux, les accès à l'énergie rurale. L'étude, financée par la BAfD, aura une forte connotation « développement durable », basée sur une approche participative.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : création d'une nouvelle agence pour le secteur pêche

L'Agence nationale des pêches et de l'aquaculture (ANPA), créée en 2014, sera prochainement opérationnelle pour ses missions d'assistance au gouvernement dans la mise en œuvre des politiques en matière de pêche et d'aquaculture. Il s'agit d'un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité juridique et jouissant de l'autonomie de gestion financière. En 2015, le Gabon prévoit un regain d'activité du secteur pêche, en raison de l'accroissement substantiel de la production de la société Tropical Holding (6128 tonnes de poissons contre 133,5 tonnes en 2014).

✉ [thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Guinée : inauguration du barrage hydroélectrique de Kaléta

Situé à 150 kms de Conakry, le barrage hydroélectrique de Kaléta a été inauguré le 28 septembre 2015 par le Président Alpha Condé, en présence de ses homologues nigérien et congolais. Ce barrage a une puissance de 240 MW pour 23 millions de m<sup>3</sup> d'eau. L'investissement de 526 M USD a été financé pour les trois quarts par la Chine et réalisé par China International Water and Electric. Il devrait permettre de résorber une bonne partie du déficit énergétique estimé à 400 mégawatts.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Nigéria : le Président Buhari sera en charge du ministère du Pétrole pour une période de 18 mois renouvelable**

La nomination du gouvernement devrait être rendue publique le 30 septembre 2015. Le président de la République a d'ores et déjà annoncé qu'il serait en charge du ministère du Pétrole. Cette décision est motivée par l'importance stratégique de cette matière première pour l'économie nigériane (15% du PIB, 95% des exportations, et 75% des recettes budgétaires). Avant lui, Olusegun Obasanjo, au pouvoir de 1999 à 2007, avait pris la même décision.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : les exportations pétrolières menacées par une nouvelle mesure visant à réduire le vol de pétrole**

Afin de lutter contre le vol de pétrole, le gouvernement nigérien demande désormais aux armateurs une lettre de confort, dans laquelle ils doivent s'engager à indemniser l'Etat nigérien et la NNPC si leurs navires étaient utilisés de manière illégale. Ce changement de réglementation devrait rendre plus cher et plus difficile le transport du brut nigérien. En réaction à cette annonce, plusieurs entreprises ont annoncé qu'elles allaient limiter leurs achats d'hydrocarbures en provenance du Nigéria, comme l'indien HPCL.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Les perspectives de l'énergie renouvelable au Nigeria**

Le Nigeria a un programme dénommé "Renewable Energy Master Plan (REMP)", qui vise à accroître l'offre d'électricité de sources renouvelables de 13% de la production totale d'électricité en 2015 à 23% en 2025, et 36% d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, nombre d'investissements étrangers devront être réalisés dans le secteur de l'énergie au niveau fédéral. Par ailleurs, certains Etats tels que ceux de Jigawa, Delta, Taraba, Gombe, et Kaduna ont déjà fait des énergies renouvelables une priorité.

✉ richardjorsu@france-nigeria.fr

### ▼ **Ghana: projet d'énergie éolienne de 225 MW**

L'entreprise Lekela Power, spécialisée dans la production d'énergies renouvelables, veut installer un parc éolien de 225 MW dans la région du grand Accra. L'investissement porterait sur un montant de 300 M USD et se ferait en deux phases (150 MW puis 75 MW). Lekela Power, joint-venture entre le fonds d'investissement Actis (Royaume-Uni) et Mainstream Renewable Power (Irlande), prévoit de finaliser le financement de la première phase d'ici le début de l'année 2016 pour démarrer la génération dès la fin de l'année. L'entreprise s'est également portée candidate pour une centrale solaire de 40 MW située sur le même site.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ghana : projet d'extension du réseau de gazoducs vers la région Nord**

L'entreprise de stockage et de transport d'hydrocarbures ghanéenne (BOST) souhaite étendre son réseau de gazoducs jusqu'à la région nord du Ghana. Cette extension permettrait de relier Kumasi (région Ashanti) puis Buïpe (région nord) au réseau existant. BOST est actuellement en phase de conception sur ce projet, qui permettra de favoriser l'installation de centrales électriques à gaz dans les régions concernées.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : signature d'un protocole d'entente sur le nucléaire avec le gouvernement chinois

Un protocole d'entente sur le nucléaire a été signé, entre Kenya Nuclear Electricity Board (KNEB), autorité kényane en charge du développement du nucléaire civil, et China General Nuclear Power Corporation (CGNPC), son homologue chinois. Le gouvernement kényan souhaiterait développer une première centrale nucléaire d'une capacité de 1 000 MW d'ici 2025 et un parc nucléaire de 4 000 MW d'ici 2033. Cet accord intervient moins d'une semaine après la venue d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisée par le gouvernement kényan.

✉ benoit.gauthier@afd.fr

### ▼ L'Angola contraint de revoir ses modes opératoires dans le secteur du pétrole

Le pays, confronté à la baisse de ses revenus pétroliers, est contraint de revoir le fonctionnement du secteur. Le gouvernement vient ainsi de s'engager sur des mesures de réduction des coûts, au nombre desquelles la standardisation des équipements, le partage des infrastructures et la simplification du processus des enchères. La fin des importations de produits dérivés du pétrole est également à l'ordre du jour, alors que les capacités de raffinage du pays montent en puissance avec la prochaine mise en service des raffineries de Lobito (120 000 barils/j) et Soyo (110 000 barils/j), qui viendront compléter les 65 000 barils/j de la raffinerie de Luanda.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Participation d'un groupe chinois au plus grand projet minier de cuivre au monde en RDC

Les autorités de la République démocratique du Congo ont levé leurs objections concernant le rachat à Ivanhoe Mining par le groupe chinois de 49,5% des actifs de la société Kamo Holding Limited, détenue à 95% par le groupe canadien et 5% par le gouvernement congolais.. La transaction porte sur un montant de 412 M USD. Le projet de Kamo, situé dans le sud-ouest du pays dans la région minière du Katanga, disposerait des plus grandes réserves de cuivre au monde encore inexploitées. Le contrat initial, signé en septembre 2012, stipulait que la RDC pourrait racheter 15% supplémentaires du capital de Kamo Holding dans des conditions financières à définir.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : mise en eau partielle du barrage de retenue de Lom Pangar

Longtemps attendue, la mise en eau partielle du barrage de retenue sur la Sanaga de Lom Pangar est effective depuis le 24 septembre 2015. Le réservoir du barrage a été rempli à hauteur de 3 milliards de m<sup>3</sup>, soit la moitié de sa capacité. Ce barrage devrait permettre de réguler le débit du fleuve Sanaga pendant sa phase de décrue en saison sèche et ainsi de mieux alimenter les barrages de Songloulou et d'Edéa, dont la capacité devrait augmenter de 70 MW à la suite de cette mise en eau partielle.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Industrie

### ▼ Côte d'Ivoire : le chinois CHEC va développer la nouvelle zone industrielle d'Abidjan

Le gouvernement ivoirien a annoncé avoir retenu China Harbour Engineering Company (CHEC), à la suite d'un appel d'offres international lancé en 2014, pour réaliser la phase initiale d'aménagement de la nouvelle zone industrielle d'Abidjan (200 hectares sur un total à terme de 940 hectares). L'accord-cadre de partenariat public-privé n'a pas encore été signé. L'objectif du gouvernement est de désengorger les trois grandes zones industrielles déjà existantes à Abidjan. A terme, il devrait accueillir des industriels chinois, en particulier ceux du textile.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : le producteur d'aluminium Aluworks à la recherche d'investisseurs

Le producteur d'aluminium Aluworks est à la recherche de partenaires pour financer ses projets d'investissement. Aluworks a annoncé s'être déjà rapproché de Katling Ltd (Inde) mais cherche à s'allier à d'autres investisseurs. L'objectif de l'opération est de financer l'acquisition d'une nouvelle usine de laminage à froid d'une capacité de 30 000 tonnes alors que la production plafonne actuellement à 18 000 tonnes sur les installations existantes.

✉ [florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr](mailto:florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : nouvelle unité de production pharmaceutique

La société sénégalaise Parenterus, dont l'actionnaire principal (37%) est le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis), envisage la construction d'une unité de production de solutés injectables d'une capacité de 11 millions de flacons par an. Ce projet dont le coût est estimé à 10 M EUR bénéficie d'un prêt de 4 M EUR de la BOAD et d'apports d'investisseurs privés (2 M EUR). Le reste du financement est assuré sur fonds propres. Il s'agit de la première entreprise locale dans le secteur pharmaceutique, dominé par les filiales d'entreprises étrangères (Pfizer, Sanofi et Vadafric – filiale du groupe Canon). Le projet générera 370 emplois directs et indirects.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo : la cimenterie Dangote entrera en production en décembre 2016

Lors de sa visite de l'usine de ciment située à Mfila, le 22 septembre 2015, le coordonnateur du projet de construction a fait savoir que l'entrée en production de la cimenterie était prévue en décembre 2016. Elle aura une capacité de production de 3.000 tonnes par jour et 650 emplois directs devraient être générés à terme. Avec 140 Mds FCFA (213 M EUR) investis, le groupe nigérian Dangote Cement poursuit sa stratégie d'expansion en Afrique. La fin des travaux de construction est néanmoins conditionnée par la construction du pont sur la rivière Niari.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### Programme de coopération sur les métiers du bâtiment en Côte d'Ivoire

La Fédération du bâtiment et des travaux publics de la Loire et la Chambre nationale des promoteurs et constructeurs agréés de Côte d'Ivoire (CNPCACI) ont signé en juillet 2015, un programme de coopération en vue du déploiement d'un centre de formation par apprentissage en réseau pour les métiers du bâtiment.

Dans une philosophie de transfert de savoir-faire, cette collaboration vise à l'élaboration d'un référentiel technique de la construction et au développement d'un programme de formation sur chantier. Le volet économique du projet prévoit également l'implantation de sociétés françaises en Côte d'Ivoire, avec le soutien de la CNPCACI.

✉ [b.fabre@corona-etancheite.com](mailto:b.fabre@corona-etancheite.com)

### Guinée : le groupe hôtelier ONOMO s'implante à Conakry

Le Président Alpha Condé a procédé le 29 septembre 2015 à la pose de la première pierre des travaux de construction d'un complexe hôtelier du groupe ONOMO à Conakry. Le groupe, contrôlé par la holding française BATIPART, est déjà implanté en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Gabon. Le futur établissement guinéen de 155 chambres devrait ouvrir ses portes au second semestre 2016. L'investissement est estimé à 15 M EUR. Il deviendra l'unique opérateur hôtelier français en Guinée, après le retrait en 2012 du groupe Accor du Novotel de Conakry.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### Mali : prêt de Proparco à la Société générale d'hôtellerie (SGH)

Proparco vient d'accorder un prêt de 16,4 M EUR à la SGH, principal hôtelier malien et filiale du groupe ouest-africain Azalaï Hôtels, dont le siège est à Bamako. Ce prêt est destiné au projet de rénovation et d'extension des infrastructures de la SGH. L'offre hôtelière à Bamako est aujourd'hui insuffisante pour répondre à la demande croissante de la clientèle d'affaires régionale. Proparco a par ailleurs joué le rôle d'arrangeur auprès de l'institution financière de développement belge BIO, permettant ainsi à SGH de lever 4 M EUR supplémentaires.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### Kenya Airways va reprendre ses vols vers la Sierra Leone et le Liberia

Les autorités sanitaires kenyanes viennent de lever l'interdiction liée à l'épidémie d'Ebola. La compagnie aérienne, l'une des plus importantes d'Afrique, avait suspendu ses vols à destination de Monrovia et de Freetown en 2014.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### Ghana : partenariat avec Bloomberg pour une plateforme électronique d'échange de bons du Trésor

Bloomberg (Etats-Unis) et la bourse ghanéenne des obligations (Ghana Fixed Income Market) viennent de lancer une plateforme électronique pour le marché des bons du Trésor ghanéens. Le Bloomberg E-Bond system, déjà en place au Nigéria, devrait améliorer la liquidité, l'efficacité et la transparence sur le marché de la dette ghanéenne. Avec un taux d'endettement qui devrait dépasser 70% fin 2015, l'activité sur le marché des obligations souveraines est particulièrement importante au Ghana.

✉ [florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr](mailto:florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Comores : développement de l'offre régionale d'AB Aviation**

Après l'ouverture récente de lignes vers Majunga (Madagascar) et Dar Es Salam (Tanzanie), la compagnie aérienne comorienne AB Aviation a étoffé son offre régionale en ouvrant, le 9 septembre dernier, la ligne Anjouan-Mayotte. Alors que l'offre inter-îles ne permet pas de répondre à une demande en croissance faute de rentabilité, le développement des dessertes régionales apparaît comme une nécessité pour les deux compagnies locales AB Aviation et Inter Îles. L'intégration des Comores dans le trafic international s'avère encore difficile et particulièrement onéreuse.

✉ gaboritl@afd.fr

▼ **Ouganda : lancement d'un système automatisé de transactions boursières**

Le 1er septembre 2015, le Premier ministre ougandais, M. Ruhakana Rudunda, a inauguré le lancement d'un système automatisé de transactions de titres boursiers sur l'Uganda Securities Exchange (bourse ougandaise). Jusqu'à ce jour, elles continuaient à être réalisées à la corbeille. Ce nouveau dispositif devrait permettre un meilleur financement du développement des entreprises ougandaises, par la facilitation de la levée de capitaux, la diminution des délais de conclusion des transactions, et l'amélioration de l'accès pour le grand public et les investisseurs internationaux qui pourront investir à distance.

✉ thierry.loussakoueno@afd.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : I&P acquiert 35% du laboratoire ivoirien Enval

Le fonds d'investissement I&P, dirigé par l'ancien directeur général de l'AFD, Jean-Michel Sévérino, vient de faire son entrée au capital de l'entreprise ivoirienne Enval Laboratoire, créée en 2012 et spécialisée dans les analyses physicochimiques et microbiologiques. I&P, par le biais de son fonds I&P Afrique Entrepreneurs, a acquis 35% de cette jeune PME de 41 salariés. Cet investissement accompagnera la croissance de l'entreprise, qui souhaite diversifier ses activités, notamment dans le secteur minier.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Comité des banquiers nigériens réaffirme son soutien au TPME

Le Comité réunissant les plus grandes banques du pays (First Bank, UBA, Diamond Bank, Zenith Bank,...), s'est réuni fin septembre 2015 à Abuja à l'invitation de la Banque centrale du Nigéria, afin d'échanger sur l'avenir et l'importance des PME dans l'actuelle diversification de l'économie nigérienne. La mise en place par la Banque centrale d'un fonds de développement des PME de près de 1Md EUR depuis 2013 permet aux banques commerciales de renforcer leurs actions, d'accorder un plus grand nombre de prêts et d'inciter les Nigériens à la création d'entreprises.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : entrée prochaine du réassureur français SCOR sur le marché kényan

La compagnie de réassurance française SCOR a reçu l'autorisation de l'Insurance Regulatory Authority, lui permettant d'entrer sur le marché kényan. SCOR, déjà présente en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe, vise à étendre sa présence en Afrique orientale et centrale. Le marché de la réassurance est tiré par la croissance du secteur de l'assurance, les opportunités dans l'industrie du pétrole et du gaz, ainsi que les projets dans le secteur des infrastructures. Kenya Re, réassureur public kényan, est l'un des principaux acteurs du marché en Afrique de l'est.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : arrivée prochaine de Turkish Airlines

Le gouvernement mauricien vient d'autoriser la compagnie Turkish Airlines à desservir Maurice avec une fréquence hebdomadaire de 5 vols sur une liaison Turquie-Maurice-Madagascar. Dans un premier temps, cette autorisation n'a été donnée que pour une période de 6 mois, à compter de fin octobre 2015. Un accord aérien bilatéral devrait par la suite être conclu entre les administrations turque et mauricienne. Austrian Airlines et Lufthansa pourraient aussi commencer à desservir Maurice dans les prochains mois. L'arrivée de ces nouvelles compagnies, qui répond à la stratégie du gouvernement pour dynamiser le tourisme, risque de poser un nouveau défi à Air Mauritius, la compagnie nationale actuellement en difficultés.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : le groupe Star fête ses 60 ans et sa certification ISO 9001

Fondé en 1953, le groupe Star, filiale du Groupe Castel depuis juin 2011, vient de célébrer ses 60 ans d'existence et sa certification ISO 9001 (AFNOR) sur l'ensemble de son activité depuis



les matières premières jusqu'à la commercialisation de ses produits et de ses services. Fort d'un chiffre d'affaires annuel de 200 M EUR, le groupe Star a confirmé son ambition de rester le leader régional dans la production et la distribution de boissons dans l'Océan Indien en poursuivant sa stratégie de modernisation de son outil de production (25 M EUR investis annuellement), d'intégration des matières premières locales dans ses fabrications et d'expansion régionale.

✉ [olivier.ribo@lexel.mg](mailto:olivier.ribo@lexel.mg)

### ▼ Cameroun : projet de centrale thermique à gaz à Edéa

La Green Energy Norway Cameroun (Grenor SA) a signé avec les autorités camerounaises une convention portant sur la construction d'une centrale thermique de 300 MW à Edéa, d'un coût estimé à 109 Mds FCFA (166 M EUR). Selon les promoteurs du projet, la construction de la centrale devrait débuter dans un délai de 6 mois et devrait créer 1.100 emplois directs. Grenor SA est une association d'intérêts privés camerounais et de Grenor, une entreprise détenue par deux groupes norvégiens : Entro Group, cabinet de conseil spécialisé dans le développement énergétique, et Reitan Group, l'un des principaux groupes norvégiens, actif dans le domaine de l'énergie, de l'immobilier et du commerce.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Nigéria : premier déplacement de Pierre Gattaz en Afrique, du 4 au 7 octobre

Quelques jours après la visite en France du président de la République fédérale du Nigéria, M. Muhammadu Buhari, le président du Medef, Pierre Gattaz, et le président du comité Afrique de Medef International, Patrick Lucas, conduiront une délégation de 50 chefs d'entreprise à Lagos et à Abuja, du 4 au 7 octobre 2015. Premier déplacement sur le continent africain depuis sa prise de fonction, le président du Medef et sa délégation poursuivront le dialogue avec les autorités et le secteur privé nigériens, afin d'améliorer la visibilité de l'offre française et d'approfondir les échanges sur un climat des affaires propice au développement d'initiatives privées.

✉ [fmorelbarbier@medef.fr](mailto:fmorelbarbier@medef.fr)

### ▼ Zambie : Medef International reçoit le ministre des Affaires étrangères le 16 octobre

A l'occasion de son passage à Paris, Medef International reçoit le vendredi 16 octobre 2015 le ministre des Affaires étrangères de Zambie, Harry Kalaba. Le ministre fera le point sur la situation économique et financière du pays et mettra l'accent sur les principaux projets et secteurs prioritaires du gouvernement (infrastructures de transport, énergie, gestion de l'eau, assainissement, gestion des déchets, construction, tourisme). Cette rencontre intervient dans un contexte d'intensification des relations entre la France et la Zambie depuis le début de l'année (délégation de Medef International en juin 2015; visite de la ministre Ségolène Royal en août 2015).

✉ [fmorelbarbier@medef.fr](mailto:fmorelbarbier@medef.fr)

### ▼ Promotion du VIE en Afrique du Sud le 6 octobre

Le 6 octobre, l'ambassade de France, Business France et la section Afrique du Sud des CCEF réaliseront une opération de promotion de la procédure des volontaires internationaux en entreprise (VIE) et, d'une manière générale, l'offre française en matière de formation professionnelle. Les filiales sud-africaines d'entreprises françaises qui emploient des VIE bénéficient non seulement de leurs compétences, parfois difficiles à trouver sur place, mais profitent également de leur capacité à former des jeunes Sud-africains. Le nombre de VIE en Afrique du Sud a fortement augmenté au cours des deux dernières années, passant de 50 à plus de 70. Le potentiel reste important au regard des 350 entreprises françaises implantées dans le pays.

✉ [laura.laguierce@businessfrance.fr](mailto:laura.laguierce@businessfrance.fr)

= **5 au 7 octobre** : visite à Paris du président de la République du Ghana et de la ministre des Affaires étrangères.

= **14 au 16 octobre** : visite du ministre des Affaires étrangères de Zambie.

= **20 au 23 octobre** : visite d'Etat du président de la République du Mali.

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

